

PAUL VIGNAUX

Mendésisme des « travailleurs chrétiens »

Un cas de « mendésisme » — entendu simplement comme effet durable de la pensée et de l'action politiques de Pierre Mendès France sur la mentalité d'un milieu déterminé — a été observable chez ces centaines de milliers de salariés qu'avant la constitution en novembre 1964 de la CFDT, seconde centrale syndicale française, on pouvait désigner comme *travailleurs chrétiens* en raison du lien que par militantisme, affiliation ou préférence électorale, ils manifestaient avec la CFTC fondée en 1919. C'est un trait notable de l'histoire française que l'influence intellectuelle d'un politique originairement « radical-socialiste » dans la mutation par « déconfessionnalisation » (c'est-à-dire « laïcisation ») d'un mouvement syndical fondé comme *chrétien* en un syndicalisme *socialiste* — par définition expresse, mûrement réfléchi au groupe d'études *Reconstruction* qui dès janvier 1946 en prépara l'avènement (1).

Dans l'équipe de jeunes dirigeants ouvriers et d'intellectuels qui dans les dernières semaines de 1945 suscita ce groupe, que savait-on de l'ancien député de Louviers à la Chambre de 1936, réélu député de l'Eure à la seconde Constituante et jusqu'à la fin de la IV^e République ? Sa figure émergeait déjà à quelque degré de la triste grisaille des anciens de la III^e République finissante comme celle de l'un des trois « jeunes radicaux » (les autres étant Jean Zay et Pierre Cot) que leurs talents avaient situés à la gauche du Front populaire — comme un évadé des prisons de Vichy qui rejoignit les Forces françaises

(1) Cf. notre ouvrage *De la CFTC à la CFDT : syndicalisme et socialisme « Reconstruction » (1946-1972)*, Paris, Les Editions Ouvrières, 1980.

libres dans la guerre aérienne — comme ayant enfin démissionné en avril 1945 d'un gouvernement qui n'acceptait pas sa proposition de rigueur financière anti-inflationniste. Il apparaissait ainsi homme de caractère, capable d'une indépendance d'esprit qui ne limiterait nullement chez ce radical de la III^e République le conformisme caractéristique des organisations de la IV^e « tripartite » : PC, SFIO, MRP. Cette aptitude au non-conformisme prédisposait Mendès France à une rencontre avec les animateurs de *Reconstruction* que, malgré la communauté de lutte dans la Résistance et l'unité ultérieure d'action intersyndicale, leur opposition au stalinisme appelait à la tâche paradoxale de « repenser le syndicalisme révolutionnaire » en militant dans une organisation d'origine catholique : dès leur première année de travail en commun, 1946, ils mettaient en question la remise du pouvoir d'Etat, même en partage, aux appareils d' « organisations partisans et totales » et situaient leur projet syndical dans une démocratie sensible à des mouvements d'opinion tels que sera le « mendésisme ». « La minorité CFTC » pour laquelle travaillait *Reconstruction* s'était en effet affirmée au Congrès confédéral de septembre 1945 par une exigence d'indépendance syndicale à l'égard des partis, visant en pratique le MRP, alors grand parti (2) avec lequel Gaston Tessier, fort à la fois de ses services depuis 1919 et de sa participation au Conseil national de la Résistance, entendait que la CFTC reste en rapport déclaré d' « affinité » : en réalité, aux yeux des minoritaires, une « obéissance » qu'ils refusaient. L'expérience de la division des « catholiques sociaux » et de l'attitude de l'épiscopat à l'égard du régime de Vichy avait donné à ces laïques chrétiens une nouvelle liberté politique et sociale, quelle que part qu'ils reconnussent à leur foi personnelle dans leur action de Résistance. Leur refus d'insérer leur option syndicale dans une perspective de « démocratie chrétienne » ouvrait leurs esprits à l'influence éventuelle de pensées que la tradition du monde catholique refusait d'emblée comme fondées dans « le laïcisme ». Une liberté, dans tous les domaines de la vie publique, mais spécialement en cas d'approche de problèmes politiques par leur aspect *économique*, plusieurs circonstances y inclinent : marqué dès les premières études, l'intérêt de *Reconstruction* pour la politique budgétaire, le sens social et les effets économiques du régime fiscal ; des relations avec l'*Institut de Science économique appliquée* dès sa fondation par François Perroux ; une attention immédiate au premier *Plan de Modernisation et d'Équipement* et au premier *Bilan national*, œuvre

(2) Cf. notre article sur le MRP, *Démocratie chrétienne en France ?*, in *Lumière et Vie*, n° 132.

de Pierre Uri, conseiller économique au commissariat du Plan et analyste des problèmes économiques dans *Les Temps modernes*, revue alors dirigée à la fois par Maurice Merleau-Ponty et Jean-Paul Sartre. Les analyses de ce groupe syndicaliste français se situaient ainsi sans difficulté dans le mode « anglo-saxon » de pensée économique auquel l'auteur du présent article s'était initié dans ses relations avec le mouvement ouvrier américain, à l'aile gauche du *New Deal* rooseveltien : mode d'analyse qui, par-delà le « keynésianisme » commun, avait conduit un Oskar Lange ou une Joan Robinson à un socialisme de gauche. Cette situation intellectuelle de groupe de réflexion de « la minorité CFTC » préparait sa rencontre avec Mendès France dont elle fait paraître tout le sens.

Manifeste dès le début des années 1950, cette rencontre aura lieu dans de multiples entretiens avec le prochain, puis ex-président de Gouvernement des *Sept mois et dix-sept jours* (juin 1954 à février 1955) ou avec l'un ou l'autre de ses plus proches collaborateurs aux affaires économiques ou extérieures ; plusieurs de ces petites rencontres se tinrent dans le local mis par le SGEN (*Syndicat général de l'Education nationale*) à la disposition du groupe *Reconstruction*. Sous le titre *Choisir*, le Bulletin de ce dernier pour décembre 1951 publia de larges extraits du discours du député radical-socialiste de l'Eure au Congrès de son parti tenu à Lyon les 25-28 octobre : extraits présentés à des syndicalistes comme éminemment « propres à alimenter leur réflexion politique ». 1951 fut une année cruciale dans l'histoire intérieure de la IV^e République et par le même fait dans l'évolution des rapports entre mouvement syndical et mouvement politique : le vote en septembre par la majorité de l'Assemblée élue en juin d'une aide publique à l'enseignement privé du premier degré marque la rupture, cherchée par le RPF, de l'entente MRP-SFIO indispensable aux gouvernements de « Troisième Force » ; cette loi Barangé était pour la minorité *laïque* contraire à la législation « fondamentale » de la République ; par son appui public à cette minorité parlementaire dont le porte-parole était le radical du Sud-Ouest René Billères, le SGEN attira sur « la minorité CFTC » dont il était l'une des composantes la sympathie de cette gauche fidèle à la tradition laïque de la III^e République. Dans son discours au Congrès radical-socialiste d'octobre, Mendès France, que son vote avait situé dans la minorité laïque, remit « à sa place qui est secondaire » la dispute sur l'Ecole qui avait des mois durant retenu l'attention publique au détriment des amples « problèmes que posent le projet d'armée européenne, le développement de l'inflation, la guerre d'Indochine ». *Reconstruction* reprenait la manière dont le député radical en traitait pour susciter chez des

syndicalistes *la conscience politique* indispensable pour concevoir et soutenir une action adaptée à « la situation générale » ; ils ne pouvaient ignorer ces « questions immenses » qui, si la France est « encore en état de vivre en démocratie » exigent des réponses par des « options essentielles » ; *choix* d'une évidente nécessité : dès qu'on réfère à l'état économique des nations européennes à l'année 1929 qui précéda « la grande crise économique dont nous n'étions pratiquement pas sortis à la veille de la guerre », on découvre la limitation des ressources de la France. Mendès la dit de ce point de vue « dernier pays d'Europe », auquel c'est démagogie de laisser croire que l'on peut « en même temps donner plus à tout le monde », que ses embarras « viennent du dehors » et non de « nos erreurs », que l'on peut surmonter les difficultés de crédits par l'affectation à des tâches pour lesquelles manquent « les moyens matériels de réalisation ». On nourrit ainsi *l'inflation* : celle-ci résulte du fait qu'« en France, depuis six ans, nous n'avons pas voulu choisir », responsabilité d'Etat primordiale. Fin 1951, des syndicalistes ont appris de Mendès la manière de « poser en termes réels » les grands problèmes nationaux en réclamant du Gouvernement que, présentant « le vrai bilan des ressources nationales et l'emploi qu'il nous propose d'en faire », il « dise la vérité » au pays en lui offrant, avec « du travail, des efforts et de la peine, plus de justice sociale que par le passé ». C'est une méditation « mendésiste » de la réalité des problèmes de finances tant extérieures et intérieures que *Reconstruction* opposa en 1952 au « succès apparent » et transitoire de l'expérience Pinay : c'était le moyen de fortifier les militants « qui doivent survivre dans la passivité des masses » (10 avril 1953). En mai 1953 le progrès de ce « mendésisme » ne contribua pas seulement à un appel public du groupe *Reconstruction* dans une réunion d'initiative SFIO en présence du secrétaire général Mollet — à « un renouvellement de la gauche française, démocratique, laïque et socialiste » ; il semble avoir gagné la CFTC tout entière quand le Congrès confédéral adopta à mains levées un texte élaboré par les animateurs de *Reconstruction* sur *la crise financière, économique et sociale, les responsabilités de l'Etat et le mouvement syndical* : résolution appelant les responsables de l'Etat *pour retrouver la confiance des salariés* à adopter une *politique de choix* et demandant à l'organisation syndicale de préciser ultérieurement ses vues sur *les formes de planification nécessaire, le rôle d'instance et de direction de l'Etat, les limites de l'autonomie des entreprises dans une économie soumise à un plan, régime de l'investissement (investissements publics, contrôle de l'autofinancement, place du marché des capitaux) dans une société dépassant le capitalisme...* La lecture des bulletins *Reconstruction* montre ce que la

position de ces problèmes d'avenir devait à la rencontre de Mendès. Celui-ci approchait du pouvoir dont l'écarta en juin un refus d'investiture où « quelques courageux mis à part », les élus MRP eurent un rôle majeur, explicable d'après le *Bulletin Reconstruction* de juin par les « fidélités indochinoises » et le « conformisme européen » de la direction du parti. Il fallut un an pour qu'à la suite du désastre à Dien Bien Phu des forces françaises d'Indochine (8 mai 1954) l'Assemblée nationale investît le leader radical-socialiste, 77 députés MRP s'abstenant, 10 seulement votant pour. Entre-temps, le gouvernement Laniel avait dû dans l'été 1953 faire face à une longue grève de masse dans la Fonction publique et les industries nationalisées ; des « bons offices » du MRP lui permirent d'y mettre fin sans convocation extraordinaire de Parlement réclamée par les députés de gauche en accord avec le vœu de *Reconstruction* qui, estimant dépassé l'anarcho-syndicalisme, situant l'indépendance de l'action syndicale dans le mouvement d'un régime démocratique d'opinion, concevait qu'une action gréviste massive provoquât « un débat parlementaire sur les grands problèmes nationaux de la solution desquels dépend la condition des travailleurs » (Cahier *Reconstruction* d'octobre 1953) : une analyse « mendésiste » de la situation française avait conduit à cette articulation entre syndicalisme et politique. A la CFTC la position de ce problème dans le moment de « colère ouvrière » de l'été 1953 fit apparaître superficielle et transitoire l'unanimité du Congrès confédéral de mai ; le Conseil national des 19-20 septembre révéla la véhémence de « la minorité » contre le concours de la direction confédérale à l'assistance que le MRP avait apportée au gouvernement Laniel. Ce parti était visé dans la motion minoritaire déposée par un enseignant public, Girod, porte-parole du SGEN ; elle exigeait « des responsables de la CFTC une vigilance particulière à l'égard des hommes politiques qui se prévalent de leur passé « social » mais se trouvent effectivement engagés dans une politique de restauration capitaliste en France et en Europe... ». Cette formulation rendait manifeste la dimension internationale de l'action encore minoritaire des « travailleurs chrétiens » français : le terme *restauration* visait la politique économique de la démocratie chrétienne allemande conduite par le chancelier Adenauer, « parti le plus fort dans un pays qui se présente comme le plus solide de l'Europe occidentale » ; les analyses de *Reconstruction* dénonçaient en Allemagne occidentale la puissance d'un capitalisme restauré sous le vocable « chrétien-social » d'« économie sociale de marché » qui avait éliminé une très brève aspiration, aussitôt après la chute de Hitler, à un « socialisme fondé sur la responsabilité des chrétiens ». Par cette rupture délibérée avec la démocratie chrétienne, les syndicalistes de

« la minorité CFTD » se tournaient sur le continent européen vers les organisations syndicales issues de la social-démocratie : l'influence intellectuelle (faut-il dire « idéologique » ?) de Mendès France contribua à ce tournant décisif en 1953. A la CFTC le Congrès confédéral de mai 1955 reproduisit l'affrontement du Conseil national de septembre 1953, la minorité rassemblant 40,8 % des mandats en déclarant accepter *la tradition ouvrière française, socialiste non de parti, mais de conception économique, et constatant que pour le mouvement ouvrier européen un socialisme démocratique peut seul fournir l'alternative au mythe totalitaire...* Provoquée par cette référence au socialisme, appuyée à nouveau d'analyse « mendésiste », la majorité réagit durement ; au Congrès de juin 1957, elle maintint sa réaction mais, en décembre, le sentiment de la responsabilité syndicale dans une conjoncture politique dominée par la crise algérienne la conduisit à associer des minoritaires à la direction confédérale qui, désormais composite, conduisit la CFTC à devenir CFTD en novembre 1964.

Entre-temps, le passage de Pierre Mendès France au pouvoir avait accru son influence éducative de conscience politique : si leur passion d'indépendance empêcha les syndicalistes de *Reconstruction* de se comporter en soutiens inconditionnels du Gouvernement, leur jugement sur son action fut éminemment positif ; leur inimitié augmenta pour ses adversaires, ceux notamment du MRP qui, afin de hâter sa chute, s'associèrent au porte-parole des « prépondérants » de l'Algérie colonisée. L'intérêt demeura pour la conception politique et sociale que les urgences gouvernementales en politique coloniale et européenne n'avaient pas permis de réaliser. Les discours par lesquels en 1955 Mendès France tenta de fixer l'attitude du Parti radical sur *les grands problèmes de l'heure* retinrent l'attention, notamment celui du 11 juin 1955 à Saint-Dié, patrie de Jules Ferry, qui célébrait l'enseignement public : « dans la France contemporaine, à tous ses degrés, en fait comme par destination ouvert à tous, maîtres et élèves de toutes origines et de toutes orientations », n'étant, comme la République même, « la propriété d'aucune secte, d'aucun groupe, ce groupe fût-il celui des hommes qui l'ont fondée ». Ce langage qui allait droit au cœur du SCEN permettait à l'auteur du présent article d'appeler dans *L'Express* daté du même jour « les partis laïques à ne plus considérer les *travailleurs chrétiens* comme une clientèle réservée à d'autres ». L'année s'achevait par un militantisme électoral pour le *Front républicain* des syndicalistes CFTC gagnés aux analyses de *Reconstruction*. Le bref passage de Mendès au pouvoir leur avait laissé l'image idéale d'une *République moderne* dont l'exécutif aux mains d'un président du Conseil, responsable devant le Parlement,

serait lié au pays par un contrat moral dans un régime d'opinion essentiellement *délibératif* : un régime tout autre que la *monocratie* de « pouvoir personnel » qu'allait par référendums constitutionnels et pratique gouvernementale instituer la V^e République. Une conscience commune de la différence irréductible entre ces régimes explique que, dans la protestation républicaine de masse qui précéda l'investiture de de Gaulle, Mendès France côtoya les représentants de la CFTC, Gaston Tessier y retrouvant les militants de *Reconstruction* et reconstituant avec Frachon et Saillant la délégation syndicale au CNR. Le *non* de Mendès à l'investiture de de Gaulle ne fut pas sans influence sur la réserve de la CFTC devant la Constitution de la V^e République, tandis qu'agissant encore en avant-garde, *Reconstruction* appuyait l'UFD où Mendès voisinait avec Mitterrand, Savary et Gilles Martinet. Dans le même défilé, les « travailleurs chrétiens » se situaient comme partie de « la gauche syndicale » aux côtés des syndicalistes étudiants qui, dans la lutte commune contre la guerre d'Algérie, avaient avec *Reconstruction* salué le départ de Mendès du gouvernement Mollet : retracer cette histoire n'était pas nécessaire à notre propos. Deux remarques sur la crise de mai 1958 en relèvent par contre : l'une signalerait que la critique par *Reconstruction* dès 1946 du gaullisme politique prépara l'attitude CFTC de 1958 ; l'autre demanderait si certaines exigences de la CFDT à l'égard du pouvoir socialiste de 1981-1983 ne procèdent pas de l'idée que la responsabilité du syndicalisme ne peut s'exercer pleinement que dans un régime réellement *délibératif*, capable de *rigueur* parce qu'il dit aux citoyens *la vérité* de la situation nationale.

Il n'est pas nécessaire d'analyser le comportement de Mendès France dans la crise de 1968 pour rappeler que dans les journées d'extrême tension où fut envisagée une solution politique de gauche, le secrétaire général de la CFDT Eugène Descamps désigna nommément comme meilleur recours possible l'ancien député radical qui, devenu membre du PSU, venait de retrouver en 1967 un siège à Grenoble ; en même temps la relation avec lui de *Reconstruction* était constamment maintenue par le secrétaire général du SCEN qui, durant la crise, participa au Bureau quotidien de la FGDS. Tel que présenté dès 1959 dans l'ouvrage *Rencontres : Nenni, Bevan, Mendès France* publié chez Fayard par *L'Express*, Mendès apparaissait une des principales personnalités *socialistes* d'Europe. Les jeunes militants pouvaient ignorer ses origines radicales ; comme Jaurès à la fin du siècle précédent, il était passé par exigence de justice d'un radicalisme républicain au socialisme, mais en contraignant cette exigence à s'exprimer avec la rigueur qu'impose une analyse écono-

mique moderne, une comptabilité des ressources nationales que ne peuvent méconnaître ni les politiques ni les syndicalistes. On comprend que le 18 octobre 1982, au décès de Pierre Mendès France, Edmond Maire, qui passa par le groupe *Reconstruction*, ait déclaré que, les *chemins* intellectuels s'étant *rencontrés depuis plus de trente ans*, le disparu était pour la CFDT *un ami et un exemple*.

Paul VIGNAUX. — Mendes France impact on French catholic trade Unionism.

A former leader of French catholic trade Union movement analyses the intellectual influence of Pierre Mendes France on the secularisation and socialist orientation of this movement.

RÉSUMÉ. — *Paul Vignaux analyse l'influence intellectuelle exercée depuis les années 1950 par Pierre Mendès France sur le milieu syndical CFTC et en montre l'effet sur la laïcisation et l'orientation socialiste de la CFDT.*